

NICOLAS, François et Egizio VALCESCHINI, (dir.).
Agro-alimentaire : une économie de la qualité. Paris, INRA,
Éditions Economica, 1995,436 p.

Gabrielle Lachance

Volume 27, Number 4, 1996

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/703680ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/703680ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Lachance, G. (1996). Review of [NICOLAS, François et Egizio VALCESCHINI, (dir.). *Agro-alimentaire : une économie de la qualité*. Paris, INRA, Éditions Economica, 1995,436 p.] *Études internationales*, 27(4), 918–921.
<https://doi.org/10.7202/703680ar>

problématique de l'insertion des PVD en décollage ou des pays de l'Est en transition à l'économie de marché. Dans le cas des pays du Maghreb, l'approfondissement de l'intégration européenne, en particulier depuis la signature du Traité de Maastricht, semble avoir exercé des effets négatifs sur l'évolution des échanges euro-maghrébins; ce qui conduit l'auteur de cette contribution à recommander aux pays de la zone d'adopter une attitude commune dans leurs relations avec l'Union européenne (chap. 18). Les effets de l'intégration régionale aux Caraïbes, selon le principe des avantages comparatifs (chap. 19) et les limites imposées par la taille de la superficie cultivable, suggèrent aux pays de cette région d'adopter une stratégie de diversification dans leur spécialisation, pour assurer l'expansion de leur commerce extérieur (chap. 20). Bien que les performances de l'industrie manufacturière soient loin de témoigner d'une évolution stable, ce secteur paraît avoir influencé positivement la structure des exportations dans le cas des Caraïbes anglophones (chap. 22). Une ouverture plus poussée à l'extérieur semble produire des effets plutôt positifs, dans le cas de Cuba qui aura à bénéficier d'une interdépendance saine (chap. 21) et dans le cas du Honduras, pour lequel le maintien des restrictions touchant les importations aurait influencé négativement la production du secteur exportateur (chap. 24). L'analyse des disparités économiques, dans le cas de l'ALENA élargi aux pays d'Amérique centrale, aboutit à la conclusion selon laquelle les structures économiques joueraient comme une « main invisible » dans la répartition des gains de l'échange qui profiteraient à l'ensem-

ble des partenaires (chap. 23). Enfin, l'étude empirique relative à l'endettement extérieur brésilien montre que les responsables ont totalement ignoré l'importance du ratio de refinancement et se sont préoccupés essentiellement de l'obtention de transferts nets à tout prix (chap. 25).

Tels sont les thèmes abordés dans cet ouvrage qui fait le tour de la problématique des relations économiques internationales, sans tomber dans la simplicité. L'une de ses qualités est la diversité des approches théoriques qui aide à mieux comprendre les différentes sources de conflits caractérisant les relations économiques internationales et qui suggère des possibilités de coopération à travers diverses dynamiques, comme le commerce international, l'échange de services, le GATT, etc., dans la recherche d'un nouvel ordre économique international. À conseiller non seulement à ceux qui veulent acquérir une vision d'ensemble, mais aussi aux spécialistes des domaines spécifiques de l'économie internationale.

Deniz AKAGÜL

*Faculté des sciences économiques et sociales
Université des sciences et technologie, Lille, France*

Agro-alimentaire : une économie de la qualité.

NICOLAS, François et Egizio VALCESCHINI,
(dir.). Paris, INRA, *Éditions Economica*,
1995, 436 p.

Ce livre est le produit d'un colloque organisé à l'automne 1992 par la Société Française d'Économie Rurale. Quelque trente textes ont été remaniés pour satisfaire aux exigences d'un ouvrage collectif.

Comme la FAO célébrait son cinquantième anniversaire à l'automne 1995, le titre peut être trompeur. Non, il ne s'agit pas d'un ouvrage sur l'industrie agro-alimentaire et ses relations avec les économies des pays du Sud. Il s'agit plutôt de la qualité des aliments que nous mangeons dans nos pays bien nantis du Nord. Pour une personne qui a surtout réfléchi sur les problèmes cruciaux de la faim dans le monde et qui a été témoin de situations limites, l'étude se situe à l'autre extrémité de la réalité. Sa lecture révèle à sa façon l'immense fossé qui sépare de plus en plus les pays riches du Nord des pays pauvres du Sud.

L'ouvrage, divisé en quatre parties, est précédé d'une introduction où le concept de la qualité dans l'agro-alimentaire est défini davantage en rapport avec la fonction des aliments qu'en regard du produit lui-même. Ce concept est appuyé par un objectif de « qualité totale » vue non comme un état achevé mais comme l'objet de négociations entre un grand nombre d'acteurs.

La première partie fait état du comportement des consommateurs et des nouveaux aspects qui doivent être considérés lors de la production et de la mise en marché des aliments : les côtés subjectifs qui contribuent à la qualité perçue de l'alimentation, des facteurs sociologiques et culturels ; dans l'agro-alimentaire paysan, le caractère sain et naturel et le goût des produits. L'importance que le goût a pris dans la gestion de la qualité oblige les entreprises à prendre en compte la dimension hédonique des produits. Par ailleurs, la fonction de l'imaginaire n'est pas à ignorer : par exemple, la perception de la qualité de

divers types de consommation de gras peut varier selon que les situations sont quotidiennes ou festives.

Compte tenu de tous ces éléments, il est difficile de mesurer les effets de l'information sur les aliments et l'alimentation sur le comportement des consommateurs.

La deuxième partie se rapporte principalement aux normes qui régissent la qualité dans l'agro-alimentaire, surtout depuis l'industrialisation de ce secteur. La logique industrielle oblige à la standardisation qui synthétise l'information sur les procédés industriels et sur les produits. En recherchant un nouveau modèle d'organisation industrielle, une place centrale est donnée à la qualité. C'est ainsi qu'on assiste au développement du marché des produits de qualité spécifique et, en même temps, à une recherche de protection de l'artisanat, des produits fermiers et d'une agriculture biologique.

La logique industrielle a aussi conduit à une logique de marques et de modèles de gestion de la qualité dans les négociations entre distributeurs et fournisseurs. L'image de marque constitue un vecteur essentiel de l'information sur la qualité des produits. En agriculture biologique, en France du moins, la qualité réfère à la conformité d'un processus de production avec un standard, non à une analyse intrinsèque de la qualité des produits.

Cette partie concerne surtout les liens à établir entre qualité et concurrence. Bien qu'importante, la qualité ne doit pas remettre en cause la performance économique : il faut plutôt viser à l'intégration de ces deux no-

tions. Mais dès que la qualité est normalisée, la concurrence porte sur les prix. C'est pourquoi la compétitivité hors prix est prépondérante dans les échanges agricoles et agro-alimentaires. La différenciation des produits devient alors un déterminant important.

La saturation des marchés alimentaires oblige tous les agriculteurs à entrer en démarche de qualité. Cela peut se faire par la création d'un marché spécifique à travers un processus partagé entre production, commercialisation et distribution. La compétitivité s'acquiert, entre autres, au niveau des interrelations coordonnées entre acteurs. Deux sources de compétitivité sont les outils de gestion et les choix innovateurs. Sur le plan de la gestion, plusieurs articulations sont possibles entre la qualité du facteur travail et son efficacité productive. Quant à l'innovation, elle exige de s'engager dans un processus de changement.

La quatrième partie est centrée surtout sur le contrôle de la qualité dans les entreprises agro-alimentaires. Le contrôle statistique doit rester un outil de travail souple. Une bonne maîtrise des outils statistiques est indispensable pour améliorer la qualité des produits à la condition toutefois que la statistique soit intégrée dans un plan d'ensemble d'amélioration de la qualité, incluant les autres aspects.

Comme la gestion de la qualité se rapporte à de nombreuses fonctions de l'entreprise industrielle, les points de connexion entre les différents types de coordination sont multiples.

Des observations réalisées auprès d'entreprises agro-alimentaires sur la certification iso révèlent des difficultés d'arrimage entre les objectifs de qualité recherchés et la réalité des entreprises. La relation qualité/efficacité est beaucoup plus problématique qu'il n'y paraît et le risque de bureaucratisation est indéniable.

Non, ce volume ne s'adresse pas aux spécialistes du développement international mais plutôt à ceux de l'industrie agro-alimentaire du Nord : agronomes, professeurs et chercheurs d'économie et de sociologie rurales, ingénieurs des techniques et travaux agricoles, etc. Toutes les études se concentrent sur la qualité des produits agro-alimentaires à partir d'une multiplicité d'approches aussi bien théoriques qu'empiriques et de points de vue variés : sociologique, économique, statistique, organisationnel, etc. On se demande si l'ensemble peut donner des résultats pratiques et si on ne se trouve pas devant des recherches de grande qualité scientifique, mais qui ne rejoignent pas les personnes qui sont dans le feu de l'action.

La recherche trop poussée de critères de « qualité totale », ne risque-t-elle pas de devenir d'application si complexe qu'elle se réduise, dans la pratique, à séduire les consommateurs par l'apparence, le goût et l'étiquette de marque ? Les quelques observations sur le terrain tendent à y croire. Mais je laisse à un spécialiste de la question, Pierre Creyssel, auteur de la postface, le soin de donner la vraie valeur de cet ouvrage. « Si une réflexion en profondeur commençait à s'esquisser sur la valeur et les limites de la qualité, alors ce livre, admirablement dirigé par F. Nicolas et E.

Valceschini, se révélerait non seulement utile mais réellement indispensable. »

Gabrielle LACHANCE

Directrice générale
Développement et Paix, Montréal

**Economists and the Environment :
What the Top Economists Say
About the Environment.**

RAVAIOLI, Carla. London, Zed Books,
1995, xx + 212 p.

Ce livre délicieux s'organise sous forme d'une table ronde imaginaire entre 28 experts mondiaux de l'économie, dont plusieurs prix Nobel, à partir d'entrevues individuelles menées par Carla Ravaioli – féministe, ex-membre du Sénat italien et intellectuelle bien informée. Devant ses arguments, nombre de prix Nobel ne savent voiler leur malaise. Il devient évident que la plupart des grands économistes se sont rarement affrontés aux problèmes de l'environnement, préférant se refermer dans un cercle vicieux disciplinaire dominé par la production et la consommation. Plusieurs vont jusqu'à admettre qu'ils n'ont jamais lu de livre portant sur les problèmes écologiques! Même la presse populaire présente une vision contradictoire: elle sonne l'alarme contre la montée des émissions d'automobiles, tout en déplorant la baisse des ventes d'automobiles!

Pour résoudre ces paradoxes, Ravaioli revendique que l'*homo œconomicus* soit doté d'un statut d'être vivant plus riche qui l'assujettisse non seulement aux règles du marché mais aussi à celles de la biologie et ce, grâce à une redécouverte des valeurs éthi-

ques. Ravaioli en conclut que si ces 28 économistes et conseillers de gouvernements levaient la voix contre la production et la consommation obsessionnelles qui rendent précaire l'avenir même de l'humanité, les chefs d'État seraient obligés de réviser leurs politiques économicistes.

Mais il y a du chemin à faire. Par exemple, on entend le grand économiste, Milton Friedman insinuer que ceux qui se plaignent de la pollution d'automobiles ne sont que des « anciens communistes ou socialistes » (p. 11), que la technologie chevaline était encore pire que la pollution d'automobiles, que la production ne cause pas la pollution, que cela serait une bonne chose que tous les foyers de la Chine populaire possèdent une auto, et que les propositions de modifier le calcul du PNB pour tenir compte des coûts environnementaux sont « simplement l'application de la mauvaise économie à la mauvaise statistique ». (p. 134)

Ces économistes considèrent l'écologie surtout comme un problème économique qui manque de sophistication et d'élégance intellectuelle. Ils croient que la cause en est le mauvais fonctionnement des marchés au lieu de reconnaître que la dégradation environnementale se produit surtout quand les marchés fonctionnent bien. Puisque l'économie standard n'admet aucune dimension morale ni conception hors prix de la justice, il n'est pas question que les pères fondateurs de l'économie de l'environnement, tels Georgescu-Roegen ou Boulding gagnent un quelconque prix Nobel. De même, le travail ménager et la grande contribution de capital humain généré par les mères au foyer sont laissés